



HAL
open science

Servir la Couronne: Les faux-pas du comte de Baños, vice-roi de la Nouvelle-Espagne (1660-1664)

Pierre Ragon

► **To cite this version:**

Pierre Ragon. Servir la Couronne: Les faux-pas du comte de Baños, vice-roi de la Nouvelle-Espagne (1660-1664). Anuario de Estudios Americanos, 2010, 67, pp.157 - 187. 10.3989/aeamer.2010.v67.i1.335 . hal-01384455

HAL Id: hal-01384455

<https://hal.science/hal-01384455v1>

Submitted on 19 Oct 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Servir la Couronne :Les faux-pas du comte de Baños, vice-roi de la Nouvelle-Espagne (1660-1664)

Pierre Ragon
Université de Paris Ouest Nanterre La Défense

Resumen:

A los pocos días de su llegada, el conde de Baños, se enfrentó con los habitantes de su Virreinato: le culparon de ser arrogante, despectivo y de llevarse el dinero del rey. Tal concierto de quejas y denuncias en contra de un personaje tan eminente era algo bastante excepcional aunque, sí, no lo era su conducta ¿Cómo explicarlo? Entre la necesaria mano dura que exigiría un contexto difícil y el temperamento peculiar del mismo virrey, aquí se explora una tercera hipótesis, haciendo hincapié en el estatuto peculiar de la familia aristocrática a la que pertenecía y su trayectoria propia.

Palabras clave: Nueva España. Siglo XVII. Gobierno virreinal. Aristocracia. Historia social del poder. Corrupción.

Résumé:

Peu de temps après son arrivée, le comte de Baños vit se dégrader ses relations avec les habitants de la vice-royauté qu'il administrait: on l'accusa d'être arrogant, méprisant et de voler l'argent du roi. Une telle série d'attaques contre un personnage aussi haut placé était assez exceptionnelle même si ses écarts de conduite n'avaient rien d'inhabituel. Comment expliquer ce paradoxe ? On a jusque-là évoqué les difficultés du moment qui exigeaient que le gouvernant se montrât ferme ainsi que le tempérament du vice-roi. Ici, une troisième hypothèse est explorée à partir de la prise en compte du caractère particulier de son statut au sein de l'aristocratie espagnole et de la trajectoire de sa famille.

Mots-clés: Nouvelle-Espagne. XVIIIe siècle. Gouvernement vice-royal. Aristocratie. Histoire sociale du pouvoir. Corruption.

Le 28 juin 1664, une explosion de joie, comme rarement il en fut en de telles circonstances, secoua la ville de Mexico : on venait d'apprendre que la cour d'Espagne avait mis fin au mandat du comte de Baños, le vice-roi en exercice de la Nouvelle-Espagne. La

veille déjà, avant même que la nouvelle ne fût solennellement publiée, la foule avait commencé de s'assembler autour du village de Sainte-Anne, à deux lieues au sud de la capitale, près du couvent des Carmes où son successeur désigné, l'évêque Diego Osorio de Escobar y Llamas, s'était réfugié trois mois plus tôt afin d'échapper à la haine du comte. Et quand, en ce dimanche 28 juin, jour de la Saint-Pierre, l'évêque revint vers le palais archiépiscopal de la ville, spontanément, un imposant cortège lui emboîta le pas.¹ Scandale suprême, la cérémonie religieuse qui se déroulait en la cathédrale en présence du comte, des tribunaux et des principaux corps constitués de la ville fut perturbée par les événements qui se passaient dans la rue : alors même que la célébration n'était pas achevée, les unes après les autres, toutes les cloches de la cité s'étaient ébranlées et s'étaient mises à carillonner le nouvel arrivant.²

Le comte de Baños bouda le déroulement des actes publics qui aboutirent à la reconnaissance du titre nouvellement accordé à Diego Osorio et quand, vaincu par l'évidence, il dut renoncer à l'apparat et à la protection de la garde du palais, les événements les plus graves se produisirent. Voyant le maître honni privé de toute protection, la foule se fit menaçante, les insultes fusèrent, les pierres volèrent et le vice-roi sortant dut se réfugier précipitamment dans le palais du gouvernement dont on ferma soigneusement portes et fenêtres derrière lui³...

La capitale de la vice-royauté ne fut pas la seule à manifester sa joie devant les événements récents et les choses ne s'arrêtèrent pas là non plus. Dans la ville voisine de Puebla, deux jours plus tard, « se hizo en ella una máscara indecentísima en que sacaron en estatuas al conde virrey y a la condesa su mujer, en forma de que se hacía justicia de ambos, con pregón de muchas y grandísimas injurias, haciendo paseo por las calles⁴... » Ensuite, jour après jour, semaine après semaine, mois après mois, l'ancien vice-roi assigné à résidence subit les humiliations que la fortune réserve aux vaincus.⁵ Ce fut tout d'abord le long défilé

des exilés qui regagnèrent la capitale la tête haute. Les premiers, à l'instar de Juan de Salinas, le facteur de la caisse royale, sortirent de l'ombre aussitôt connue la nouvelle de la nomination de l'évêque. Puis, pour ne citer que les plus connus, vint le tour d'Antonio de Vergara, le maître de camp exilé à Texcoco, celui des deux comptables, Bartolomé de Estrada et Pedro de Cabañas, celui enfin de l'auditeur Gaspar de Castro qui rentra à Mexico le 19 juillet.⁶ Tous retrouvèrent leur occupation et leur rang.

Deux décisions marquantes concernant les principales cérémonies civiques intervinrent tout aussitôt et furent pour le vice-roi sortant autant de nouvelles avanies. Les deux cortèges hautement symboliques de la fête du Corpus Christi et de la Saint-Hyppolite, la grande fête créole placée au 13 août, jour anniversaire de la conquête de la cité par les Espagnols, renouèrent avec la tradition que le comte de Baños n'avait pas respectée. En 1662, arguant de la maladie de sa femme et mettant à profit la vacance du siège archiépiscopal, il était parvenu à détourner le cortège du Corpus Christi pour le faire passer sous les balcons du palais. Les deux années suivantes, il avait insisté, certes en vain, pour que cette innovation fût reconduite. Cette première bataille s'achevait désormais par un retour au statu quo alors que le vice-roi quittait les affaires et se trouvait sanctionné d'une forte amende de 12 000 pesos⁷. Mais une franche défaite l'attendait : en 1661, probablement en 1662 et assurément en 1663, au grand dam de l'élite créole, le comte de Baños avait fait reculer (ou supprimer) la célébration de la fête de saint Hippolyte pour des raisons de convenances personnelles. En 1664, fortes d'une cédula royale qui leur était favorable, avec éclat, les autorités municipales renouèrent avec la tradition et « *fué vispera y día de grandísimo concurso de todo el reino, que otro semejante no se ha visto* ». Tout le monde put savourer son bonheur puisque le cortège passa devant la maison du comte, alors logé rue San Francisco, dont les fenêtres étaient closes, toute sa famille se tenant cachée.⁸ La longue liste des injures subies par le comte de Baños n'avait d'égale que celle des abus qu'il avait introduits.

Au-delà de ces manifestations spectaculaires, méthodiquement, l'évêque Diego Osorio s'employa à démanteler les réseaux de pouvoir que le comte avait construits. Ainsi, s'appuyant sur une cédula royale datée de l'année précédente, le nouveau vice-roi annula les trois quarts des nominations que son prédécesseur avait faites, ce qui «... causó mucho desabrimiento al de Baños⁹ ». Deux édiles de la ville, qui lui servaient de relais à l'intérieur du conseil municipal, furent privés de leur place et le secrétaire du gouvernement, Pedro de la Cadena, exilé depuis dix mois, retrouva son emploi au détriment du *criado* du comte qui, entre temps, l'avait occupé.

Pourquoi tant de bruit? La fièvre qui accompagna le départ du comte de Baños constitua le point d'orgue d'une agitation qui avait commencé au moment même de l'arrivée du vice-roi et de sa famille, en septembre 1660. Par la suite les à-coups s'étaient multipliés à un rythme toujours accéléré. Selon Gregorio M. de Guijo, une première amplification intervint au début de l'année 1662 et une seconde se produisit à la fin de l'année suivante à l'occasion des funérailles du gouverneur de la forteresse de la Veracruz, Francisco Castejón, qui se transforma en une véritable manifestation d'opposition au vice-roi, durement réprimée, du reste, par la prononciation de toute une série de peines d'exil. Enfin, en avril 1664, deux mois avant la fin du mandat du comte de Baños, la fuite devant les hommes du vice-roi de l'évêque Diego Osorio qui quitta la capitale pour se réfugier dans le couvent des Carmes de sainte Anne, ouvrit une période de tensions extrêmes.¹⁰ Depuis le mois de mars la ville murmurait que le comte de Baños dissimulait l'existence d'une cédula royale mettant fin à son mandat et les fils du vice-roi avaient menacé de mort le notaire de l'évêché qui venait de sommer les officiers du Palais et les partisans du vice-roi de s'expliquer sur la censure du courrier alors mise en place par les hommes du vice-roi.¹¹ En juin la ville retenait son souffle car le comte de Baños tentait de faire exécuter la mesure d'exil qu'il venait de prendre contre son rival.¹²

Entre le vice-roi d'une part, le Conseil des Indes et la population de la vice-royauté d'autre part, on avait rarement vu se creuser un tel fossé. À Madrid, les premiers actes du gouvernement du comte suscitèrent immédiatement la défiance et un an et demi après son entrée en fonction, on réfléchissait déjà à la meilleure manière de mettre un terme à ses fonctions.¹³ À Mexico, les tensions avaient été immédiates et la rancœur persista au-delà de la cessation de son mandat. Quand, plus de trois mois après la fin de son gouvernement, le comte de Baños et les siens sortirent en public afin de rendre hommage au duc de Mancera, le nouveau vice-roi tout juste arrivé d'Espagne, encore une fois, « el vulgo comenzó a silbarlos y mofarlos¹⁴ ».

Les événements spectaculaires qui marquèrent la fin du gouvernement du comte de Baños ne firent donc que sanctionner l'impopularité de son action. A quoi tint cet échec? Deux explications en ont été proposées. Toute une tradition historiographique a dénoncé sa personnalité hautaine et brutale. A l'opposé, d'autres ont incriminé le poids d'une conjoncture économique et militaire défavorable et même, à certains égards, désastreuse : du coup, en voulant trop bien servir son roi, le comte n'aurait pu que se faire des ennemis. De notre point de vue, aucune de ces deux thèses n'est pleinement satisfaisante. Aussi voudrions-nous explorer ici une troisième piste en ne considérant point tant l'homme et ses méthodes, le contexte historique de son action et ses contraintes que la position personnelle du comte face à ses administrés du fait de l'histoire particulière de sa famille et de ses ambitions.

Le personnage et la conjoncture : les thèses traditionnelles

Les thèses traditionnelles ne peuvent être congédiées sans examen. Assurément, l'homme est sans scrupule, brutal et avide, et sa femme, comme son fils aîné, Pedro de Leyva, sont tout à fait à son image. Assurément aussi, en Amérique comme en Espagne, la conjoncture est mauvaise, voire calamiteuse en cette fin de règne alors que Philippe IV apparaît comme un

prince physiquement affaibli et moralement aigri par les multiples malheurs qui frappent sa couronne : à un traité des Pyrénées désastreux et à l'enlèvement dans la guerre du Portugal s'ajoute alors l'incertitude de la succession dynastique.

Depuis, longtemps, les historiens des institutions ont popularisé l'image d'un comte de Baños « vaniteux, arrogant et égoïste, ... considéré comme l'un des pires gouvernants qui aient jamais occupé le pouvoir », selon les termes d'Hubert Bancroft. Ernst Schäfer quant à lui évoque « un homme exceptionnellement égoïste et même avide » tandis que **Jorge Ignacio Rubio Mañé** souligne son caractère « hautain ».¹⁵ Les historiens reprennent là des jugements qui furent souvent ceux des contemporains du vice-roi. Sans jamais se départir d'une certaine retenue, le diariste Gregorio M. de Guijo, un témoin de la vie publique de la capitale entre 1648 et 1664, finit par laisser transparaître ses sentiments à l'égard du vice-roi. À partir du mois de janvier 1662, il commence à égrener les notes acides en réponse à l'autoritarisme et au mépris que le comte de Baños affiche, selon lui, à l'égard des habitants de la capitale. Cette année-là, le vice-roi commence par retirer la ferme des impôts sur les ventes à la chambre de commerce pour la confier au corps de ville ce qui autorise les édiles à « echar alcabalas en todos géneros de los que entran en la ciudad ». Puis Guijo évoque la désinvolture avec laquelle, en février, le vice-roi réquisitionne pour lui-même et pour sa famille des jardins dans les environs de la ville « con pretexto de divertirse.¹⁶ » Cet épisode se reproduisit en août de la même année et encore en juillet 1663, au nom de la santé de la vice-reine cette fois.¹⁷ Là, le mépris du vice-roi et de sa famille à l'égard des habitants de Mexico atteignit des sommets: alors que la ville, déjà durement éprouvée par deux chertés, s'inquiétait du retard des pluies qui devaient marquer le début de la saison agricole, le comte de Baños et les siens regardèrent passer la procession propitiatoire de la Vierge de los Remedios depuis les jardins de Tacubaya, sans interrompre leur déjeuner.¹⁸

Guijo – dont le jugement reflète probablement celui de l’opinion publique - est très sensible aux « nouveautés » que le comte introduit dans le déroulement des cérémonies publiques et qui n’ont qu’une seule fin : exalter son rang, sa famille, son sang, plus encore que sa fonction. Guijo est choqué par l’éclat de la vie de cour et les mises en scène raffinées autour des événements de la vie privée des membres de la famille vice-royale (anniversaires, maladies, décès).¹⁹ Le diariste est plus discret, en revanche, sur tout ce qui concerne les irrégularités du gouvernement et les malversations introduites dans la gestion des fonds de la Couronne. Ces opérations douteuses ne lui ont pourtant pas échappées et parfois il les évoque, laconiquement, en termes voilés. Ainsi s’étonne-t-il qu’au début de son gouvernement, Diego Osorio ne trouve que trois mille pesos dans les caisses du trésor, comme si le comte les avait vidées avant de remettre son pouvoir²⁰...

Mais pour lui le plus rude fut le plus difficile à dire. Ce n’est qu’en août 1664, une fois terminé le mandat du comte de Baños et dans les dernières pages de son *Diario*, que Guijo signale un incident majeur intervenu dès l’arrivée du nouveau vice-roi : lors de la cérémonie de réception du nouveau gouvernant, le fils du comte de Baños, Pedro de Leyva, avait eu une grave altercation avec le comte de Santiago Calimaya, l’un des principaux représentants de l’aristocratie créole « por ocasión de haber dicho en presencia del conde el dicho don Pedro muchas vilezas de los criollos ... tanto que al lado del conde de Santiago le mató don Pedro de un carabinazo al criado más querido que tenía.²¹ » Une fois terminé le mandat du comte, Diego Osorio dut assigner à résidence les deux contendants qui s’étaient défiés en duel. De fait, le comte de Baños, peu soucieux de ménager les formes et de partager le pouvoir, marginalisa la bonne société créole qui vit se fermer, les unes après les autres, les portes d’accès au service du roi. Dès le 30 octobre 1660, le deuxième comte de Calimaya fut privé du *corregimiento* de Mexico alors confié à l’un des hommes les plus dévoués au comte durant les années qui suivirent, Pedro de Córdova²². Plus grave, le troisième comte de Santiago Calimaya, son fils, se vit privé du *corregimiento* de Xicayan, en Oaxaca, l’un des plus profitables de la vice-royauté. Pedro de Leyva intercepta la prorogation que son père avait fait mine d’accorder précisant de manière tout à fait provocatrice « que la detención no era por hacerle pesar, sino porque no fuese a fatigar a tierra caliente, porque deseaba tenerle en México ». ²³

Probablement, les appétits démesurés et la morgue des Leyva sont-ils, pour partie, à l'origine du mécontentement de l'aristocratie créole. On aurait pourtant tort de leur en faire porter la responsabilité. Une partie au moins des griefs qui leur sont adressés relève des récriminations habituelles des élites créoles. Diego de Villegas, chevalier de Santiago, est bel et bien dans son tort lorsqu'il refuse d'enlever son épée pour se présenter devant l'audience et le vice-roi réunis en séance de « *real acuerdo*. » Ce type de conflits protocolaires est récurrent et on en retrouve en d'autres occasions et sous d'autres gouvernements.²⁴

Pareillement toute une partie des plaintes dirigées contre le comte de Baños résulte moins de ses fautes que du zèle (certes jamais totalement désintéressé) qu'il déploya au service de son roi. Juan de Leyva se retrouva en charge de la vice-royauté de la Nouvelle-Espagne à un moment particulièrement critique de son histoire et, sur deux fronts, il dut faire face à de sérieuses menaces militaires qui l'obligèrent à mobiliser des hommes et de l'argent. Depuis 1655, la situation s'était considérablement dégradée dans la Caraïbe du fait de la conquête de la Jamaïque par les Anglais. Depuis cet endroit stratégique, solidement installés, les nouveaux occupants pouvaient menacer n'importe quelle position espagnole de la région. De fait, à la fin de l'année 1662 et au cours du premier semestre de l'année 1663, des nouvelles des plus inquiétantes parvinrent à Mexico : tout d'abord, le 9 décembre 1662, la ville apprit le sac de Santiago de Cuba, information confirmée un mois plus tard : après la perte de la Jamaïque faudrait-il déplorer celle, beaucoup plus importante, de l'île de Cuba ? Puis, fin février, on signala un débarquement anglais au Yucatan qui aboutit au sac de Campêche. Rapidement, cet épisode se révéla de peu d'importance, mais la tension ne disparut pas pour autant puisqu'en juillet 1663, on apprenait encore qu'une flotte ennemie croisait au large de la Péninsule.²⁵

Le comte de Baños devait faire face sur un second front, celui des Philippines, poste avancé de l'Espagne en Extrême-Orient administrativement rattaché à la vice-royauté de

Mexico. Or les choses s'annonçaient mal : en 1661, aucun navire ne fit le voyage de Manille à Acapulco, on était sans nouvelles de l'archipel et dans l'incapacité de lui porter secours. Quand, enfin, en avril 1662, le San José arriva, ce fut pour apporter de très mauvaises nouvelles, celles « del peligro en que están las Filipinas y temores del rey chino », selon une rumeur publique soigneusement entretenue (il s'agissait en fait d'un roitelet philippin soulevé contre les Espagnols).²⁶ Les Hollandais avaient également pris pied dans cet archipel incontrôlable et ils menaçaient les fragiles établissements espagnols.

Le comte de Baños ne relâcha ses efforts ni dans la Caraïbe ni aux Philippines. Face aux agissements des Anglais le long des côtes du golfe du Mexique, il choisit de renforcer les milices. En mai 1662, il porta le nombre de celles de la capitale de dix à dix-huit et en créa douze autres dans différentes villes de province. Un effort de cette ampleur ne fut pas sans faire grincer beaucoup de dents. En effet, la charge d'un bataillon de miliciens reposait largement sur les épaules de son capitaine qui devait le lever et, au moins en partie, l'équiper, l'entraîner et le nourrir lors des périodes de mobilisation. Or le nombre des « candidats » potentiels à une telle fonction était réduit et souvent il s'agissait d'hommes déjà engagés dans d'autres activités, parfois au service du roi, ou trop âgés pour s'engager dans un service effectif.²⁷ La demande du comte fut donc très mal perçue et suscita beaucoup de rancœur.²⁸ Rien, au demeurant ne démontra sa nécessité puisque aucun engagement militaire concluant n'en résulta en dépit de plusieurs tentatives de mobilisation et de l'envoi de quelques dizaines d'hommes à la Veracruz entre octobre 1662 et février 1663.²⁹

L'attention portée à la situation des Philippines déboucha sur des mesures plus concrètes. Avant même l'arrivée à Acapulco du San José, le vice-roi était parvenu à mobiliser un petit navire amené à grands frais du Realejo, sur la côte Pacifique du Nicaragua. Il l'avait armé et envoyé aux nouvelles, chargé d'hommes, d'armes et d'argent. Puis en 1663 et 1664, alors que les galions de Manille avaient repris leurs rotations, il adressa de nouveaux secours en

Extrême-Orient. Le bilan de cette action changea radicalement la situation de l'avant-poste espagnol : en trois années il reçut plus d'un million quatre cent mille pesos et mille deux cents soldats. C'est le résultat d'un effort tout à fait exceptionnel puisque le montant de cette somme équivaut à celui de la remise annuelle faite en Espagne en 1661 et qu'en 1661 le gouverneur de Manille, Manrique de Lara, estimait qu'il lui fallait le renfort de 500 soldats.³⁰

Sans doute, dans toutes ces affaires, le service du roi n'était-il pas l'unique souci du comte de Baños : il profita de chacune de ces opérations pour faire avancer ses intérêts personnels. Ainsi la mobilisation des milices de la capitale, finalement utilisées pour la garde du palais, lui servit-elle surtout à rehausser l'éclat de sa fonction, à donner des commandements militaires à ses deux fils et à extorquer des subsides aux membres de l'élite urbaine qui voulaient éviter ces charges. Pareillement, il ne fait pas de doute qu'il voyait dans le rétablissement de la liaison commerciale avec les Philippines tout à la fois l'occasion d'exiler ses opposants et de réaliser de juteux profits personnels alors même que les Leyva commerçaient pour leur propre compte sur les navires de la flotte des Indes.³¹

Précisons toutefois que, de la part d'un gouvernant, cette conduite n'avait rien d'exceptionnel. Alors pourquoi une telle opprobre?

Un vice-roi plus pressé que d'autres de s'enrichir?

Le comte de Baños redoutait l'ouverture de son jugement de résidence et il engagea contre le Conseil des Indes une bataille de procédure tenace qui l'amena à récuser successivement, en une année, le nombre inhabituel de onze juges potentiels ou déjà nommés.³² Le Conseil ne s'y trompa pas et « reconoc(ió) que esta recusación (era) afectada siendo como (era) de tan dilatado número de personas y con animo de embaraçar el curso de la residencia, ... procurando por este medio dar tiempo al tiempo». ³³ Lorsque le procès s'ouvrit, les charges s'accumulèrent à tel point que le jugement de résidence du comte de Baños prit une ampleur

rarement atteinte : 178 charges, au total, furent retenues contre sa personne, nombre bien supérieur à celui des accusations portées contre son prédécesseur, le duc d'Albuquerque (31) ou contre ses successeurs, l'évêque Diego Osorio puis le duc de Mancera (12 chacun). Assurément, le vice-roi s'était fait beaucoup d'ennemis. Mais à quoi cela tenait-il ? Avait-il commis suffisamment de maladresses pour voir se multiplier le nombre de ses accusateurs ou s'était-il véritablement rendu coupable de malversations particulièrement nombreuses et poussées ? La richesse de la documentation réunie par les juges de résidence ayant enquêté sur l'action de Juan de Leyva permet, en tout état de cause, de se faire une idée précise de méthodes de gouvernement où, constamment, se mêlent le service de la Couronne et la mise en œuvre de stratégies personnelles d'enrichissement et de pouvoir, même si rien n'indique que les unes comme les autres fussent de nature spécifique.

Les stratégies mises en œuvre par les vice-rois se déployaient selon trois axes que l'on pourrait caractériser ainsi : l'abus de pouvoir, le trafic d'influence et le détournement des biens de la Couronne. L'abus de pouvoir est la forme la plus simple et celle qui est le plus immédiatement identifiable : la plus précocement mise en œuvre aussi. A l'époque de leur arrivée, avant même d'avoir atteint Mexico, dans la région de Cholula, les Leyva firent main basse sur deux petites esclaves noires de l'hôte qui les avait accueilli dans son *obraje*. Les deux enfants passèrent ainsi au service de la bru du vice-roi, María de Alencastro y Sande, l'épouse de Pedro de Leyva et elles y demeurèrent, malgré l'opposition du propriétaire.³⁴ Cette pratique ne fut pas isolée et, lors de l'enregistrement des plaintes, plusieurs affaires analogues surgirent.³⁵ En s'approvisionnant à pleine main dans la masse des esclaves disponibles, le vice-roi et sa famille rehaussèrent immédiatement le train de leur maison. Ils le firent encore en s'appropriant prestement des bijoux parmi les plus remarquables aperçus au cou, aux poignets ou aux doigts des plus riches créoles de la capitale. Plusieurs « sartas de perlas ricas » prirent le chemin de la cassette de la vice-reine qui récupéra encore pour le

cinquième de sa valeur le collier gagé de doña Mariana Perez Matamoros, ses boucles d'oreilles et ses broches: son époux paya ainsi le prix de sa liberté et obtint même l'emploi très convoité de grand écuyer du comte. Selon l'évêque de Puebla, les femmes de l'élite, craignant de se faire dépouiller, finirent par renoncer à mettre leurs bijoux lorsqu'elles devaient paraître au palais.³⁶ La Vierge elle-même, d'une certaine manière, dut sacrifier à la voracité de la vice-reine puisqu'elle se fit donner par l'abbesse de son couvent les plus beaux bijoux de Notre-Dame de Valvanera.³⁷

En fait, esclaves, objets, argent ou femmes : rien ne résistait aux désirs du clan familial au pouvoir. Les deux fils du comte de Baños, dont l'un se trouvait pourtant déjà établi, firent scandale en s'emparant, parfois rudement, de jeunes femmes de la vice-royauté. Ainsi Pedro de Leyba et son jeune frère, Gaspar, se battirent-ils pour le cœur d'une jeune novice du couvent de Regina Coeli. Six mois plus tard, aussitôt arrivé à Puebla avec des pouvoirs étendus dans le cadre de la mise en défense de la vice-royauté face aux Anglais, Pedro de Leyba entreprit de soumettre à sa volonté l'une des plus jolies femmes de la cité. Avec la remobilisation des milices, une opération confiée aux deux fils du vice-roi (décembre 1662), les Leyba disposèrent d'une force militaire qu'ils transformèrent en un puissant moyen d'intimidation. Ainsi leurs opposants se trouvèrent-ils réduits au silence et, en certaines occasions, la population terrorisée, à la merci des vols et des violences.³⁸

Encore n'était-ce là pour eux que le plus élémentaire des moyens qu'ils employaient afin de pressurer leurs administrés. La délégation de l'autorité royale dont bénéficiait le vice-roi et le contrôle qu'il exerçait sur la distribution des grâces royales lui permettaient de se livrer à de multiples et très rémunérateurs trafics d'influence. De nombreuses voix s'élèvent ainsi pour dénoncer le juteux trafic mis en place lors de la levée des milices. Recherchée par quelques-uns pour l'honneur qu'il procurait, l'octroi d'une place de capitaine était redouté par le plus grand nombre. Il semble que plus d'un candidat pressenti ait su éviter cette charge contre le

versement d'une forte somme, le plus souvent comprise entre 500 et 1000 pesos, directement remise à quelque proche du vice-roi.³⁹ C'était là peu de choses, il est vrai, en regard des profits qu'autorisait la distribution des *corregimientos* laissés à la disposition du vice-roi. Il fallait alors déboursier des milliers de pesos pour obtenir la charge tant désirée, soit l'équivalent de plusieurs années du salaire légal espéré.⁴⁰ Les plaignants les moins lourdement taxés font état de sommes tournant autour de 2000 pesos : tel est le cas, par exemple de José María de la Cerda pour l'*alcaldía mayor* de Miagatlán ou de Luis Bolívar pour celle d'Ixmiquilpan. Des sommes de 4000 pesos (*corregimientos* de Huachinango, Texcoco, Taxco) ou de 6000 pesos (Chalco, Teguacán et Teguantepec) sont plus couramment indiquées mais les plus lourdement chargés doivent déboursier des quantités qu'ils peinent ou ne parviennent finalement pas à réunir : Fernando de Torres se voit réclamer 16 000 pesos pour la riche *alcaldía mayor* de San Luís Potosí, un riche secteur minier, tandis que Juan de Torres Castillo en débourse 24 000 pour Nejapa, une circonscription productrice de coton. Dans la même région, le comte de Santiago Calimaya, quant à lui, ne peut conserver Xicayán, faute de pouvoir honorer une dette de jeu de 40 000 pesos contractée envers Pedro de Leyva⁴¹...

En fait, tout était occasion d'enrichissement personnel. En tant que représentant du roi, le vice-roi était vice-patron de l'Eglise de Nouvelle-Espagne. Il en profita, comme toute sa famille, pour monnayer son influence au sein des ordres religieux exploitant ainsi les ambitions des candidats aux fonctions électives, notamment au provincialat. Pareillement, les diplômés qui convoitaient les chaires universitaires durent « acheter » leurs élections auprès de ses familiers. En attribuant aux gens de sa maison le pouvoir d'inspecter les petits officiers qui achevaient leur mandat, il les rémunérait aux frais de la couronne puisque ces opérations leur offraient l'occasion de gains substantiels ; en même temps, il protégeait aussi ceux de ses clients qui avaient occupés ces emplois. Sans égard pour la dignité du service royal, il offrit ainsi à son propre tailleur, sans doute rarement payé, l'occasion de faire quelques profits. Des

plaintes fort nombreuses concernent l'attribution de certains monopoles, tel celui du pulque, confiée à son médecin, celui des cartes à jouer ou encore celui du mercure, indispensable au traitement du minerai d'argent. L'affermage des *alcabalas*, l'impôt indirect sur les transactions fit pareillement l'objet de malversations tandis que ni le *corregimiento* de la ville de México, non plus que l'administration du grenier municipal ou l'attribution des licences d'abattage ne furent oubliés : tous deux permettaient de contrôler l'approvisionnement de la ville et de spéculer sur les grains, la viande, les peaux et la laine.⁴²

Le détournement des biens de la Couronne est plus rarement attesté. L'accusation elle-même ne semble pas devoir être portée publiquement : du moins est-elle parfois suggérée. Complaisamment informée par le nouveau vice-roi Diego Osorio de Escobar y Llamas, l'opinion publique s'étonne des faibles quantités disponibles dans les caisses du trésor royal au jour de son entrée en fonction puis l'on cesse de s'en préoccuper. Des faits plus anodins sont plus aisément rapportés. Ainsi, moyennant le versement de mille pesos, Pedro de Leyva offrit aux Dominicains de dissimuler la cédula royale qui leur commandait de mettre fin à certaines formes d'exploitation de la main d'œuvre indigène. N'était-ce pas là léser l'autorité du roi en entravant l'exercice de l'autorité monarchique afin de satisfaire des intérêts particuliers?⁴³

Ces différentes démarches s'appliquent plus particulièrement à l'exploitation de trois sources d'enrichissement. La première d'entre elles, la plus visible en tout cas, est constituée par l'ensemble des principaux *corregimientos* qu'accaparent les parents et les familiers du vice-roi. Tous jettent leur dévolu sur des circonscriptions bien particulières, connues pour offrir d'importantes possibilités d'enrichissement. Elles sont de trois sortes: à l'ouest du gouvernement de Mexico, les régions cotonnières de l'Oaxaca qui peuvent également fournir de la cochenille ou de la vanille sont les plus prisées. Sous le gouvernement du comte de Baños, les *corregimientos* de Villa Alta, Nexapa, Cozamaloapa, Teutila, Mitla, Tecuicuilco,

Ixztepexi et Antequera auxquels s'ajoutent sur la côte les circonscriptions d'Igualapa, de Xicayán et de Guatulco prolongés par celles de Justlaguaca, de Teozacualco et d'Iguala forment deux blocs compacts aux mains de ses proches. Tout autour de México, des *corregimientos* dispersés sur l'altiplano central, Chalco, Cholula, Huexocingo et un peu plus loin Tenango del Valle, Tecali, Tepeaca, Tepexi et Córdoba, dessinent une sorte de couronne autour de la capitale. Les plus proches abritent de gros bourgs indigènes qui approvisionnent le marché de Mexico en produits de grande consommation, Tepeaca fournit des tissages de laine, Córdoba du sucre. Enfin, les hommes du vice-roi sont très présents dans le nord du pays, là où se concentrent les districts miniers les plus importants et les riches régions agricoles du Bajío. Ainsi les retrouve-t-on à Pachuca, Minas de Sichú et San Luís Potosí tout comme à Querétaro, Celaya, León ou Valladolid. Ils tiennent enfin les ports secondaires, Tampico sur le golfe du Mexique et surtout la région de Colima sur la côte Pacifique. Tampico dispose de pêcheries très rémunératrices qui approvisionnent le marché de México et Colima fournit du sel. Sans doute aussi espère-t-on depuis ces endroits se livrer à quelque commerce de contrebande alors que la Couronne contrôle fermement les deux grands ports de Veracruz et d'Acapulco.⁴⁴ Dans tous les cas, les *corregidores* disposent d'un accès privilégié aux richesses locales grâce à deux outils: la levée du tribut et la vente forcée. En percevant pour le roi, et souvent en nature, la capitation que ses sujets indigènes lui doivent, les *corregidores* peuvent engranger un surplus ou spéculer sur le prix des marchandises ; ils ne se privent pas non plus d'utiliser l'autorité que leur confère leur poste pour imposer à leurs administrés l'achat de biens de consommation à un prix qu'ils sont les seuls à fixer.⁴⁵

À tout cela, dans les régions minières, s'ajoutaient d'autres possibilités de profit. Là, il devenait possible de spéculer sur la distribution du mercure, dont l'état avait le monopole, et, en jouant de multiples moyens de pression, l'on pouvait encore prélever du minerai à la source, sans payer au roi l'impôt du quint. L'affaire était particulièrement aisée à Guanajuato

ou à Pachuca car, jusqu'au gouvernement du marquis de Mancera (1664-1673), aucun officier du Trésor ne résidait dans ces villes.⁴⁶ Ces trafics étaient sans doute considérables. Une enquête ouverte sous son prédécesseur, mais efficacement entravée par le comte de Baños, en avait révélé l'ampleur. À des degrés divers, toute l'administration royale s'y trouvait mêlée et les officiers de la Couronne avaient su y impliquer de nombreux relais locaux ainsi que d'indispensables soutiens dans l'administration du port de Veracruz. Au bout de la chaîne, ces officiers facilitaient la sortie clandestine des métaux précieux détournés à la source.⁴⁷

L'argent et les biens en nature détournés et accumulés n'étaient pas immédiatement thésaurisés ou monnayés mais, pour partie au moins, ils étaient réinvestis dans des opérations commerciales. Le fils et l'épouse du comte de Baños placent ainsi marchandises et capitaux sur les navires de la carrière des Indes et dans le commerce des Philippines. Lors de l'arrivée de la flotte de Nicolás Fernández de Córdoba, des biens de Castille sont ainsi immédiatement troqués contre de la cochenille.⁴⁸ En janvier 1665 encore, alors qu'il est assigné à résidence par son juge, le comte de Baños attend avec anxiété l'arrivée du galion de Manille: son mandataire, croyait-on savoir, y avait employé en opérations commerciales la coquette somme de 230 000 pesos. De fait, aussitôt débarqué, il se réfugia dans un couvent afin d'échapper à la justice.⁴⁹

Il n'est évidemment pas possible de quantifier tous les gains accumulés. Quelques sommes, le plus souvent invérifiables, sont mentionnées ici ou là: outre les 230.000 pesos placés dans le commerce des Philippines en 1664, on connaît les 170.000 pesos retirés des ventes forcées de Villa Alta; les dettes de jeux peuvent se compter en dizaines de milliers de pesos, les offices, on l'a vu, sont attribués contre des sommes qui se comptent plus couramment en milliers de pesos. Mais ce n'est là que la pointe de l'iceberg. Au total, en un peu plus de trois années de gouvernement, le vice-roi, sa famille et ses *criados* se sont sans doute attribués des millions de pesos, sans qu'on puisse en dire davantage. De fait, tout un

ensemble de familiers gravite autour des Leyva et participent à l'exploitation du pays.⁵⁰ La plupart sont des *criados de la casa*, venus d'Espagne en même temps qu'eux. Grâce au jugement de résidence et aux registres d'embarquement de Séville, on en connaît le nombre et les noms. Ils forment un noyau dur de soixante-et-onze personnes, sans les conjoints ni les petites gens de service.⁵¹ Certains d'entre eux sont attachés à la maison depuis longtemps, à l'instar du médecin Gavino Fariña, du trésorier Francisco García, du secrétaire Joseph de Ugarte y Orozquetta, de quelques gentilshommes (Agustín de Olave y Tenorio, Antonio Rosas et son fils) ou d'une poignée de pages mais beaucoup d'autres l'ont rejointe juste avant le départ afin de renouveler et d'étoffer le personnel dont on allait avoir besoin... ou d'obliger quelque puissant. Avec les premiers notamment, les Leyva disposent de collaborateurs dévoués, polyvalents et omniprésents, d'hommes de main aussi, intéressés aux commerces les plus lucratifs. Demeuré auprès de ses maîtres, à Mexico, Gavino Fariña, est un homme de paille souvent chargé d'encaisser les dessous de table et d'exécuter les basses œuvres tandis que Joseph Ugarte est l'éminence grise du Palais.⁵² Olave reçoit le très profitable *corregimiento* de Xicayan tandis que celui de Cholula échoit à Rosas (ou Sáenz de Rosas). Plus modestement, Francisco Zuazo, qui n'a qu'une fonction de page, se voit nommer à la tête de la juridiction, plus modeste, de Tepeji de la Seda.

Toutefois les quarante *criados* qui occupèrent les *corregimientos* parmi les plus lucratifs de la vice-royauté n'étaient peut-être pas seulement des hommes du comte de Baños. Beaucoup lui furent présentés, avant son départ, par tel ou tel grand nom de l'aristocratie espagnole, parfois un proche parent, ou, plus rarement, par une ville ou une institution religieuse. Ainsi Melchior de Robles, qui reçut les mines de Sichú, était-il un protégé du marquis de Mondejar, Bartolomé de Paz Granados, nommé à Pachuca, avait bénéficié de la recommandation du comte de Monterrey. La juridiction de San Luís Potosí échut quant à elle à un ancien client de Luis de Haro, premier ministre de Philippe IV entre 1643 et 1661 tandis

qu'Antequera revint à un candidat introduit par la ville de Ségovie, où les Leyva avaient des intérêts. Que dire enfin des nominations de Juan de Abarzuza à Colima, de Juan de Galarza à Meztlán et de Domingo de Pruneda à Iguala? Le premier était apparenté à un secrétaire du Conseil des Indes, le deuxième avait été recommandé par un des conseillers de cette assemblée et le troisième devait sa fortune au président du Conseil de Castille... La présence de ces hommes au fond des provinces mexicaines pourrait bien révéler l'existence de solidarités et d'un système d'intéressement plus vaste qu'il n'y paraît de prime abord. Inversement, la participation de tous ces clients aux profits réalisés assurait au vice-roi des relais et des protections à la cour qui pouvaient se révéler fort utiles.⁵³

Ainsi, les meilleurs *corregimientos* échappaient-ils aux créoles. Les nouveaux venus avaient pourtant besoin de complicités au sein de l'élite mexicaine sans qui, ils ne pouvaient ni identifier, ni évaluer, ni prendre le contrôle des richesses du pays. Poussant ses ramifications au plus profond de la société, la clientèle du comte de Baños et de sa famille s'agrégea donc de nouveaux obligés chargés de fournir les capitaux nécessaires et les informations utiles, de neutraliser les officiers hostiles ou encore d'exécuter les basses œuvres. Parmi les premiers, le nom de Domingo de Cantabrana revient fréquemment. Cet homme s'était enrichi grâce au monnayage de l'argent au cours des années 1640 et 1650 ; une décennie plus tard, il apparaît derrière toutes les grosses opérations financières des Leyva. C'est lui qui écoule sur le marché les biens illégalement collectés par le représentant de Pedro de Leyva à Villa Alta et en 1665, par exemple, il encaisse 70 000 pesos correspondant aux engagements du vice-roi dans le commerce des Philippines. On le voit encore avancer des sommes importantes aux *corregidores* qui doivent « acheter » leur nomination.⁵⁴ Ses liens privilégiés avec le vice-roi le font apparaître comme son intime (*allegado*) voire son confident (*confidente*). De fait, durant l'été 1663, alors que la vice-reine est malade, il accueille les maîtres du Palais dans sa propriété des faubourgs de la ville afin de leur procurer un repos

réparateur. Ses bonnes relations avec les Leyva jouèrent sans aucun doute un rôle déterminant dans la nomination de son neveu à la tête du *corregimiento* de Meztlán.⁵⁵

Dans les conseils municipaux des villes, les Leyva trouvèrent des alliés de moindre volée mais tout aussi précieux. A México, le conseiller Juan de Mansilla était alors connu comme le souffleur (« *el soplón* »). On imagine aisément son rôle alors que la capitale du Mexique négociait avec le vice-roi l'affermage d'impôts de la Couronne.⁵⁶ Mais c'est au sein même de l'administration royale déjà en place que le comte de Baños tissa la toile la plus serrée. Le président de la cour des comptes de México, Francisco de Córdoba, un fidèle parmi les fidèles, attachait ses pas aux siens jusqu'au dernier instant. Cet ancien grossiste de la ville avait acheté son office en 1651 sans renoncer à administrer différents monopoles et à exercer certaines charges dans l'administration civile et la milice. On ne sait précisément quels services il rendit au comte de Baños mais, bien entendu, sa position faisait de lui un allié de choix. Les activités d'Estacio Coronel sont plus claires. Passé aux Indes en 1658 comme *alcalde mayor* d'Ixtlahuaca, il fit une longue carrière dans l'administration locale puisqu'on l'aperçoit successivement à la tête des juridictions de Metepec, de México et de Puebla encore, sous le gouvernement du marquis de Mancera.⁵⁷ L'homme était assurément âpre aux gains: en 1662, les Indiens de Metepec le poursuivaient devant le Tribunal d'Audience en raison du poids excessif des ventes forcées qu'il leur avait imposées. En même temps, il avait ses entrées au Palais du vice-roi où il était même parvenu à intégrer le cercle étroit des adulateurs. Alors qu'il était suspendu de ses fonctions d'*alcalde mayor* de Metepec et assigné à résidence par l'Audience, le vice-roi le nomma *corregidor* de México: « luego otro día proveyó autos poniendo postura en la harina y maíz, todo a su comodidad » nous dit Gregorio M. de Guijo.⁵⁸

Mais au cœur de l'administration, le vice-roi recruta aussi de véritables hommes de main, à l'instar de l'auditeur Montemayor y Cuenca ou du trésorier Andrés de Aramburu, des

individus sans grand scrupule. Tous deux avaient en commun d'être en délicatesse avec le duc d'Albuquerque, voire de devoir faire face à de sérieux ennuis judiciaires au moment de l'arrivée du comte de Baños.⁵⁹ Très vite, le nouveau maître de la vice-royauté étouffa les affaires où ils se trouvaient mis en cause afin de mieux s'attacher leur fidélité. Constamment, au sein de l'audience, Montemayor y Cuenca, lui offrit une aide précieuse puisqu'il pouvait affaiblir les capacités d'opposition de ce contre-pouvoir naturel. Trésorier à Veracruz, Aramburu, quant à lui, couvrit les transferts de fonds illégaux et les opérations douteuses, quand il ne fut pas l'instrument des pires excès.⁶⁰

Un itinéraire familial particulier?

En elles-mêmes ces pratiques n'avaient pourtant rien d'original. Rarement attestées de manière aussi claire, elles faisaient bel et bien partie des méthodes de gouvernement et beaucoup des plaintes ici accumulées apparaissent tour à tour dans les jugements de résidence des différents vice-rois du XVII^e siècle. La confiscation des offices les plus intéressants au bénéfice des familiers des gouvernants et l'absence de tout contrôle de leur action font, tout particulièrement, l'objet de dénonciations récurrentes. L'accaparement des comptabilités autonomes, comme celle du pulque, revient sans cesse. Pareillement, les habitants du royaume de la Nouvelle-Espagne eurent régulièrement à souffrir des abus de pouvoir de leur vice-roi : emprunts forcés, extorsions de fonds et de biens, interventions dans les élections internes de tel ou tel corps (ordres monastiques, chambre de commerce, université) ou dans l'attribution des cures sont fréquemment signalés. Enfin, le comte de Baños n'est pas le seul vice-roi qui ait profité de sa position pour se livrer à de profitables opérations commerciales ; il n'est pas le premier non plus, ni le dernier, qui ait voulu contrôler la correspondance de ses administrés avec la cour d'Espagne.⁶¹

De toute évidence, le prédécesseur direct du comte de Baños notamment, son cousin le duc d'Albuquerque, avait usé et abusé des mêmes recettes. Tout au long de son gouvernement, l'ampleur de ses prélèvements illicites fut telle qu'il ne put empêcher que n'éclatassent deux crises majeures. Tout à l'ouest du pays, à Tehuantepec, la rapacité de son *criado*, l'*alcalde mayor* Avendaño avait poussé les Indiens à la révolte quelques mois avant l'arrivée du comte de Baños. Par ailleurs, une enquête ouverte par la Couronne avait révélé l'existence d'un important trafic illégal de minerais organisé depuis les mines d'argent, notamment celles du nord du pays. Pourtant, en dépit d'un climat peut-être moins serein qu'il n'y paraît, le duc d'Albuquerque avait su ménager l'opinion publique et sa réputation n'avait pas souffert des différentes enquêtes diligentées contre lui au cours de son mandat.⁶² Finalement, lorsqu'il quitta ses fonctions, écartant aisément les accusations rassemblées contre lui au cours de son jugement de résidence, il fut rapidement acquitté et ses juges conclurent contre toute évidence mais en termes élogieux pour sa personne qu'il avait gouverné « en todo el tiempo de su gobierno con toda rectitud, paz y quietud, cuidando con todo desvelo el servicio de Su Majestad y aumento de su real hacienda y de los templos e iglesias de aquel reino y cumplido con todas las obligaciones de su sangre». et en définitive, il leur était apparu digne des « mayores puestos que pide su casa y grandeza ».⁶³

À la différence de son prestigieux cousin, le comte de Baños, quant à lui, - et on pouvait aisément lui en faire grief -, n'était parvenu à maintenir ni la paix ni la tranquillité parmi ses administrés. Pourquoi cet échec? Sans doute gardera-t-il toujours sa part de mystère : le poids de la personnalité de Juan de Leyva, de celle de son fils ou de celle de son épouse a pu jouer un rôle qu'il sera toujours difficile d'apprécier. N'étaient-ils pas tout simplement plus arrogants ou plus pressés que d'autres? Quelques maladresses initialement commises n'ont-elles pas irrémédiablement compromis leurs relations avec leurs administrés? Au-delà de ces incertitudes, quelques pistes demeurent pourtant.

La première d'entre elles touche à l'ampleur des prélèvements opérés par la famille des Leyva. S'ils n'inventèrent aucune des stratégies d'enrichissement privé alors mises en œuvre, plusieurs indices invitent à penser qu'ils purent les pousser plus loin que d'autres. Ainsi le Conseil des Indes s' alarma-t-il de la multiplication des *corregidores* surnuméraires et des méthodes employées pour pourvoir les offices. Le comte de Baños, à ce qu'il semble, n'hésita pas à nommer, contre argent, des successeurs aux officiers en exercice, alors même que leurs mandats venaient à peine de commencer. Ainsi, à travers un système de mise aux enchères, un même emploi se trouva pourvu pour de longues années d'un titulaire et de son successeur, voire de plusieurs d'entre eux. Il semble que cette pratique, qui en elle-même n'avait rien d'exceptionnel, hypothéqua si lourdement l'avenir que le Conseil s'en émut.⁶⁴

Mais le comte de Baños pouvait-il faire autrement? Alors que les membres des suites vice-royales se comportaient toujours en dangereux rivaux pour les habitants du Nouveau Monde, Juan de Leyva avait entraîné avec lui une masse inhabituelle de *criados*, la plus importante du siècle. Sa maisonnée, forte de cent personnes enregistrées au moment du départ de Séville, dépasse, - et presque toujours de beaucoup - celle de tous les autres vice-rois, ses prédécesseurs et successeurs.⁶⁵ Ainsi, le marquis de Mancera, en 1664 et le duc de Veragua, en 1673, n'amènèrent-ils au Nouveau Monde que soixante six personnes pour le premier et quarante pour le second. Avant la venue du duc d'Albuquerque, le marquis de Villena et le comte de Salvatierra, avec soixante-dix huit et soixante quatre personnes respectivement, avaient visé beaucoup moins haut.⁶⁶ Tous devaient satisfaire les appétits de leurs clients tout en utilisant leurs services pour leur propre intérêt. Compte tenu de la taille de sa clientèle, le comte de Baños avait des besoins et disposait de moyens particulièrement importants. De fait, rarement avant lui les «naturels du pays» n'avaient été tenus aussi loin du pouvoir et des sources de profit qu'il procurait. Si les récriminations des fils de conquistadors et celles des descendants des premiers colons reviennent régulièrement au fil des décennies, sous son

gouvernement les membres les plus en vue de l'élite créole furent particulièrement maltraités. Ce fut le cas, nous l'avons vu, des plus prestigieux d'entre eux, les Santiago Calimaya. Mais ils ne furent pas les seuls puisque les comtes del Valle de Orizaba ou encore la famille des Villegas, toutes deux apparentées du reste à celle des Santiago Calimaya, connurent un sort analogue. On pourrait également citer les Urrutia de Vergara, implantés plus récemment mais depuis trois générations, ou encore celui des Echevarría: tous pouvaient légitimement se plaindre d'avoir été écartés du service royal.

À la fin de l'année 1664, l'un des premiers gestes du marquis de Mancera consista à nommer le troisième comte de Santiago Calimaya à la tête de sa garde personnelle. C'était là envoyer à l'élite créole un signal fort qui ne la trompa pas. Au demeurant, le nouveau vice-roi, en termes à peine voilés, critiqua les choix de son malheureux prédécesseur et revint à une politique plus équilibrée. À la fin de son mandat, il put vanter « los medios...que h(a) aplicado en (su) tiempo, [los cuales] han sido agasajar a los regnicolas, en cuyos ánimos se reconoce más flaqueza y propensión a la desconfianza, moderar la arrogancia de algunos recién llegados de Europa, ... admitir en la familia caballeros naturales del reino, fiarles negocios como a los demás criados.⁶⁷ » Un peu plus tard, dans les années 1670, les Santiago Calimaya purent de nouveau se saisir du *corregimiento* de la ville, comme ils l'avaient fait à trois reprises au cours des années 1650. L'examen de la correspondance de la cité de Mexico confirme l'idée selon laquelle les gens du pays furent victimes d'une brutale mise à l'écart sous le gouvernement du comte de Baños. Quelques semaines après l'accession aux fonctions suprêmes de l'évêque Diego Osorio de Escobar y Llamas, le corps de ville écrivit au roi pour dénoncer les mauvais traitements qu'ils avaient eu à subir de la part de son prédécesseur. La démarche était tout à fait inhabituelle : quelques années plus tôt, ils avaient demandé la prorogation du mandat du duc d'Albuquerque et, dès 1667, ils s'adressèrent à la cour pour encenser le marquis de Mancera.⁶⁸

Toutefois, l'avidité particulière du personnage n'est pas seule en cause et il nous faut également considérer l'environnement politique qui lui permit de s'exprimer. L'affaiblissement du pouvoir royal, à l'échelle de la monarchie toute entière, et l'effacement temporaire des contre-pouvoirs locaux en Nouvelle-Espagne donnaient au comte de Baños des marges de manœuvres inespérées. Les dernières années du règne de Philippe IV furent en effet parmi les plus sombres qu'ait connues la Couronne d'Espagne. Les caisses étaient vides, l'économie exsangue, les armées défaites. Paralysé du bras droit à la suite d'un accident de chasse, souffrant de difficultés d'élocution, le roi lui-même était physiquement et moralement affaibli. La question de sa succession, plusieurs fois posée au cours du règne, ne paraissait pas véritablement résolue malgré la naissance de l'infant Charles en 1661, tant l'enfant était fragile. La cour vivait dans une atmosphère de fin de règne et on pouvait douter de l'avenir du royaume.⁶⁹ N'y avait-il pas là de quoi aiguïser l'appétit des ambitieux? Un dernier élément vint encore renforcer la position du comte de Baños : le principal ministre, Luis de Haro, disparut en novembre 1661 et parmi les noms de ses possibles successeurs circulait celui du comte de Peñaranda, un cousin de sa femme.⁷⁰

Or, à Mexico même, le comte de Baños disposait de larges marges de manœuvre du fait de l'affaiblissement fortuit des différents contre-pouvoirs qui auraient pu s'opposer à sa toute puissance. À partir du 2 avril 1661, soit six mois après ses prises de fonction, le vice-roi fut débarrassé de la présence potentiellement gênante de l'évêque Mateo Zaga de Bugueiro, appelé à occuper d'autres fonctions en Espagne. À la suite de quoi, durant près de deux années, le siège épiscopal demeura inoccupé.⁷¹ Face au nouveau vice-roi, les Santiago Calimaya ne disposaient pas non plus d'une véritable liberté d'action. En effet, quelque temps avant l'arrivée du comte de Baños, de manière indirecte, ils étaient parvenus à accéder aux ressources de l'archevêché mais ils ne devaient cet avantage exorbitant qu'à la neutralité du pouvoir civil. En février 1658, Fernando Altamirano y Legazpi, troisième comte de Calimaya

et *adelantado* des Philippines par sa mère, avait donné sa fille en mariage au neveu de l'évêque Zaga de Bugueiro, nommé vicaire général du diocèse moins d'un an auparavant. L'entrée de Benito Focina de Bugueiro dans la puissante famille créole avait donné lieu à une contrepartie puisqu'en même temps, il avait dû céder son vicariat à un cousin de sa femme qui le conserva, *sede vacante*, jusqu'en février 1663.⁷² Ce montage, assurément intéressant pour les deux familles qui s'étaient entendues pour en partager les profits, dépendait pourtant de la bonne volonté des vice-rois qui l'avaient accepté et couvert.⁷³ De ce fait, les comtes de Santiago Calimaya étaient partiellement neutralisés. L'audience, enfin, qui par nature constituait face au vice-roi un contrepoids institutionnel, était incapable de présenter contre lui un front uni. L'un de ses membres au moins, Juan Francisco Montemayor de Cuenca, personnellement en délicatesse avec le duc d'Albuquerque et mis en accusation par la Couronne au moment de l'arrivée du comte de Baños, n'avait dû le rétablissement de sa situation qu'à la bonne volonté du nouvel occupant du Palais. Il lui était donc tout dévoué et lui fournissait un puissant allié à l'intérieur même de la chambre chargée de contrebalancer sa propre autorité.

On comprend dans ces conditions comment Juan de Leyva avait pu céder au vertige du pouvoir. Pourtant sa position n'était pas aussi forte qu'il n'y paraissait et probablement le comte de Baños avait-il surestimé les avantages de sa position. Sa noblesse n'était pas alors des plus prestigieuses puisqu'apparenté à quelques-unes des plus grandes familles, au premier rang desquelles figuraient les Albuquerque et les Medinaceli, il n'appartenait qu'à une branche cadette de cette seconde maison, de surcroît issue d'un second lit à la suite du remariage de sa grand-mère, Juana de la Lama y de la Cerda avec le cinquième duc de Medinaceli. Le titre dont il avait hérité, le marquisat de Ladrada, lui avait été transmis par cette même grand-mère et il trahissait son appartenance à une branche cadette très éloignée du tronc principal de la maison d'Albuquerque. En effet, le fondateur du majorat de Ladrada

était issu du troisième lit de Beltrán de la Cueva, premier duc d'Albuquerque.⁷⁴ Les marquis de Ladrada, très longtemps exclus des premiers cercles du pouvoir ne brillaient pas non plus par leur richesse. Sur une liste de cent dix nobles titrés et de leurs revenus dressée au tournant des XVI^e et XVII^e siècles, ils apparaissent au soixante-quinzième rang.⁷⁵ Leur ascension était donc toute récente et elle tenait toute entière à une succession d'alliances matrimoniales réussies sur trois générations. Juana de la Lama avait ouvert la voie par ses deux unions successives dans les maisons d'Albuquerque et de Medinaceli. Son fils concrétisa cet avantage en épousant l'unique héritière des Leyva, un parti arraché au duc de Lerma. Catalina de Leyva y Gamboa appartenait à une illustre famille de militaires qui depuis des générations avait servi la couronne, notamment en Méditerranée contre les Maures et les Turcs. Les Leyva s'étaient aussi grandis en fournissant plusieurs vice-rois à la Navarre, leur province d'origine.⁷⁶ À la génération suivante, Juan de Leyva se haussa encore d'un rang en épousant en 1632 Mariana Ysabel de Leyva y Mendoza, une prestigieuse cousine, fille d'un vice-roi de Navarre qui était également conseiller d'État et allié aux plus grandes familles présentes dans les conseils royaux.⁷⁷

Cette ascension récente avait fait de l'héritier du titre de Ladrada un candidat acceptable à la charge de vice-roi de Mexico. Elle n'avait peut-être pas effacé pour autant la toute relative modestie de son rang personnel, ce qui pourrait expliquer son avidité et sa morgue tout comme, en réaction, l'indignation de ses sujets. De fait, dès l'arrivée du comte de Baños, Guijo, laconique mais désobligeant, nota que ni le nouveau vice-roi ni son fils aîné ne portaient de croix militaire.⁷⁸ La position ambiguë qu'occupait Juan de Leyva au sein de l'aristocratie espagnole transparaît également de ses relations avec le duc d'Albuquerque, son prédécesseur et le marquis de Mancera, son deuxième successeur croisé à Mexico, une fois achevé le court interim de l'évêque de Puebla. Le comte de Baños ne put rien refuser au duc d'Albuquerque, son puissant cousin, quand celui-ci le pressa d'utiliser sa position pour

alléger la pression des juges qui le poursuivaient. En revanche, Mancera, qui lui aussi lui était apparenté, eut moins d'égard pour lui. Tout au contraire, il rejeta ses avances et se tint à distance : sa position lui permettait de le regarder de haut et de ne pas risquer sa propre réputation pour lui être agréable. Aussi refusa-t-il ses présents et l'offre de son carrosse.⁷⁹

Longtemps, les habitants de la Nouvelle-Espagne conservèrent un souvenir amer de ce bref gouvernement, même si la connaissance précise des écarts de son chef se perdit. Trois quarts de siècle plus tard, l'auteur de la *Gazeta de México* en ravivait encore la mémoire mais, oublieux ou bienveillant, il attribuait la mauvaise réputation du vice-roi aux seules « mocedades de sus hijos ». ⁸⁰ Ce séjour américain n'interrompt pas l'ascension du lignage et il est au contraire fort probable qu'il la servit. À leur retour en Espagne, les Leyva sortirent de l'ombre et furent en mesure de participer aux luttes politiques qui agitaient la cour de Charles II. Surmontant sans doute bien des épreuves, ils surent en tirer un profit pour eux-mêmes. Certes, Juan de Leyva ne se releva pas de la chute de Valenzuela, qu'il avait malencontreusement rallié, et il dut se retirer dans un couvent où il mourut quelques semaines plus tard.⁸¹ Le lignage n'en atteignit pas moins le sommet de sa puissance avec son fils au cours des années 1680 et au début des années 1690. Profitant sans doute des opportunités que lui offrit le passage au premier ministériat de son cousin le huitième duc de Medinaceli, Pedro de Leyva, déjà gentilhomme de la chambre du roi, accéda au premier cercle du pouvoir et s'y maintint. En 1691, il fut fait Grand d'Espagne et deux ans plus tard, il officiait comme grand écuyer.⁸² Mais sa fortune, peut-être consolidée à l'occasion du séjour mexicain, n'était toujours pas des toutes premières. En 1681, les trois fils de Juan de Leyva se partageaient des biens libres qui avoisinaient les 350.000 ducats, somme à comparer, par exemple, au 570.000 ducats que possédaient les ducs de Béjar dès 1636.⁸³ Or, l'influence politique implique la mobilisation de fonds importants. Les mêmes causes produisirent donc les mêmes effets. Comme son père à Mexico, Pedro de Leyva à Madrid pâtit d'une réputation épouvantable. Si

proche du pouvoir qu'il fût, on le disait libertin, sans génie, affligé de vices grossiers. Il devait son influence sur le roi à ses bouffonneries et à ses clowneries, à ses insolences de mauvais garçon aussi. Et, naturellement, il utilisait sa position pour exiger des commissions sur toutes les affaires qui passaient par les mains des favoris de la reine. Tel était, du moins, le jugement sans appel des ambassadeurs allemands.⁸⁴

C'était là sans doute le destin d'un lignage qui, pour ne pas être des plus en vue ni des plus fortunés, ne pouvaient se résigner à occuper un rang qu'il jugeait trop modeste. La sévérité des jugements moraux traduit peut-être les penchants personnels de ceux qui en sont l'objet : elle trahit aussi le statut particulier d'une famille, les formes de son ascension sociale et de sa reconnaissance.

À cet égard, le gouvernement du comte de Baños constitue un cas limite et ses mésaventures montrent combien l'équilibre des pouvoirs qui assure la pérennité de la paix sociale au sein du monde hispanique est fragile. Sous-administré, émietté en corps, fracturé par de multiples contrastes sociaux, ethniques, géographiques, économiques, la monarchie catholique tire sa force de l'attachement d'une poignée d'hommes à sa cause. Mais si ces hommes ont fait profession de servir la couronne, leur fidélité a un prix : en échange de sa loyauté, chacun entend retirer pour lui-même un bénéfice matériel. De fait, à l'exacte mesure du prestige de son rang et des vertus de son sang, aux termes d'un contrat tacite, il profite des avantages que procure sa participation à l'exercice de la puissance publique. Pour autant qu'il demeure à sa place, il jouit des avantages d'un statut fixé, reconnu, accepté de tous au sein de l'ordre social et la paix publique est largement assurée : il suffit alors que chacun se contente de la rémunération liée à ses services, celle ayant fait l'objet d'une définition légale comme celle qui se trouve simplement tolérée.

En revanche quand, à l'instar du comte de Baños, un représentant de la Couronne tente de déplacer les lignes de partage habituellement admises afin de tirer un bénéfice aussitôt jugé

exorbitant de sa position, tout l'édifice social se trouve ébranlé. Il est vrai qu'il ne peut le faire sans réduire l'accès des autres acteurs à l'exploitation des ressources et sans aggraver le sort des plus démunis. À son arrivée, le comte de Baños souffrait d'un double déficit de reconnaissance et de fortune. Or, loin de tenir le rang où sa naissance l'avait placé, il tenta de mettre à profit son court séjour en Nouvelle-Espagne pour rehausser l'éclat de sa maison et, plus que d'autres, s'enrichir. Dès lors, à la différence des aristocrates espagnols, ses contemporains, mieux nés et plus fortunés que lui, tels le duc d'Albuquerque ou le marquis de Mancera, il ne pouvait se montrer ni magnanime ni généreux. Naturellement, il paya très cher l'absence de ces deux vertus réputée inhérentes à sa qualité d'aristocrate : dans une société qui n'était pas prête à l'admettre, l'appât du gain, bien réel, ne devait pas transparaître sous l'apparence du dévouement à la couronne, ni les profits personnels se laisser voir sous le simple bénéfice retiré de ses faveurs.

¹ Diego Osorio, évêque de Puebla depuis 1656, fut en outre le gouverneur de l'archevêché de Mexico en 1663-1664, quelque temps, entre le départ de Mateo Zaga de Bugueiro et la nomination d'Alonso Cuevas Dávalos.

² Gregorio Martín (M.) de Guijo: *Diario, 1648-1664*, México, Porrúa, 1986, vol. 2, pp. 212-213.

³ Guijo: *Diario...*, p. 214. Ces épisodes fournissent la matière des deux premières charges retenues contre Diego Osorio lors de son jugement de résidence. Lewis Hanke, con la colaboración de Celso Rodríguez: *Los virreyes españoles en América durante el gobierno de la casa de Austria. México*, Madrid, Atlas, 1977, vol. 4, pp. 300-301.

⁴ Antonio de Robles: *Diario de sucesos notables (1665-1703)*, México, Porrúa, 1972, vol. 1, p. 29 et Hanke: *Los virreyes...*, vol. 4, p. 303

⁵ Il fallut même, durant les quinze premiers jours ou les rois premières semaines, protéger sa maison. Archivo General de Indias (dorénavant AGI), Escribanía de Cámara, 222A, pièce 2, f. 129v.

⁶ Guijo: *Diario...*, pp. 218, 220 et 222.

⁷ *Ibidem*, pp. 171, 208-209 et 225. Il est à noter qu'à cette époque, Philippe IV n'exigeait pas que la dite procession passât sous les fenêtres de l'Alcazar de Madrid. Les prétentions de son vice-roi n'en paraissaient que plus exorbitantes. Voir Javier Portús Pérez: *La antigua procesión del Corpus Christi en Madrid*, Madrid, Comunidad de Madrid, 1993, p. 50.

⁸ Guijo: *Diario...*, pp. 157, 225, 228-229.

⁹ Sans doute s'agit-il des *alcaldías mayores*. *Ibidem*, pp. 223-224.

¹⁰ *Ibidem*, pp. 165, 204-205 et 207.

¹¹ Le Conseil des Indes songeait à remplacer le comte de Baños par Diego Osorio dès le printemps de l'année 1663 ; en juin de cette même année, assurément, les partisans du vice-roi avaient mis en place un système de contrôle du courrier. AGI, México, 1120, *consulta* du 16 avril 1663 et AGI, México, 6, lettre du 3 juin 1663, f. 4r. ou encore AGI, México, 376, lettre de Diego Osorio en date du 4 avril 1664. Osorio affirme, dans la déposition qu'il fait lors du jugement de résidence qu'il avait toujours exercé ce contrôle. Voir AGI, Escribanía de Cámara, 223C, ff. 3r.-4r.

- ¹² Guijo: *Diario...*, p. 207. Il semble que le comte de Baños attendait le retour du galion de Manille dans lequel il avait beaucoup investi: 230.000 pesos selon Diego Osorio. Très retardé, le navire attendu au printemps 1664 n'arriva à Acapulco que le 13 janvier 1665. Voir lettre de Diego Osorio du 29 janvier 1665, f. 1r. dans AGI, México, 376, r. 1 et Robles, *Diario...*, vol. 1, p. 3.
- ¹³ AGI, México, 1120, Consulta du 15 juin 1663 ainsi que "Consulta original reservada del señor Joseph Gonzalez", Biblioteca Nacional de Madrid (dorénavant BNE), ms. 18203, ff. 70r.-72v.
- ¹⁴ Guijo: *Diario...*, p. 233.
- ¹⁵ Hubert Bancroft: *History of Mexico*, San Francisco, A.L. Bancroft, 1886, vol. 3, p. 165; Ernst Schäfer: *El Consejo Real y Supremo de las Indias*, 2 vols., Sevilla, Gráficas Sevillanas, 1947, vol. 2, p. 24 et Jorge Ignacio Rubio Mañé: *El virreinato*, México, FCE, 1955, vol. 1, p. 152.
- ¹⁶ Guijo: *Diario...*, p. 165.
- ¹⁷ *Ibidem*, pp. 175 et 200-201
- ¹⁸ *Ibidem*, pp. 161, 169 et 200.
- ¹⁹ *Ibidem*, pp. 157, 169-171, 174-175 et 201-202.
- ²⁰ *Ibidem*, p. 219.
- ²¹ *Ibidem*, pp. 226-227 et AGI, México, 376, ramo 1, Consulta du 28 mars 1665.
- ²² Transféré à Puebla, le comte de Santiago Calimaya y mourut le mois suivant. Guijo: *Diario...*, pp. 140 et 162.
- ²³ Hanke: *Los virreyes...*, p. 237.
- ²⁴ AGI, Escribanía de Cámara, 223C, f. 87v. et Robles, *Diario...*, p. 193.
- ²⁵ Les sacs de Santiago et de Campêche sont à mettre à l'actif de l'amiral Christopher Myngs, le chef de la flotte basée à la Jamaïque. En février 1663, un navire avait été aperçu au large de la Veracruz.
- ²⁶ L'expression "roi chinois" apparaît tant sous la plume de Guijo que dans le « Papel en que se refieren los servicios que hizo a Su Magestad el Marques de Leyva y de Ladrada, conde de Baños... ». Guijo: *Diario...*, p. 193 et AGI, Escribanía de Cámara, 223A, pièce 7, f. 6v.
- ²⁷ Guijo: *Diario...*, p. 170; AGI, Escribanía de Cámara, 223C, ff. 60v.-61v.
- ²⁸ 7 charges retenues contre le comte de Baños lors du jugement de résidence relèvent de cette action. Lewis Hanke: *Los virreyes...*, pp. 220-222.
- ²⁹ Guijo: *Diario...*, pp. 178, 186 et 191-192.
- ³⁰ AGI, Escribanía de Cámara, 223A, pièce 7, ff. 6r.-7r. et Reiko Tateiwa: «El peor virrey de Nueva España es el héroe de las Filipinas? Revisión del gobierno virreinal del conde de Baños», communication présentée au Congrès de la Fiealc, 2003, pp. 7 et 11. Nous remercions l'auteur d'avoir attiré notre attention sur ce point et de nous avoir communiqué son texte.
- ³¹ AGI, Escribanía de Cámara, 223C, ff. 47r. et 61v. et AGI, México, 376, r. 1, lettre du 29 janvier 1665. Hanke: *Los virreyes...*, pp. 219-220.
- ³² AGI, México, 1120, ramo 4, n° 8, Consultas du 2 juillet 1663 et du 19 juin 1665.
- ³³ *Ibidem*, Consulta du 2 juillet 1663, f. 1v.
- ³⁴ Hanke: *Los virreyes...*, p. 217 et AGI, Escribanía de Cámara, 224B, pièce 30.
- ³⁵ Escribanía de Cámara, 224A, pièce 36.
- ³⁶ AGI, Escribanía de Cámara, 223C, f. 7v.
- ³⁷ *Ibidem*, ff. 8r.-v.
- ³⁸ *Ibidem*, ff. 16r. et 61v.
- ³⁹ On en connaît une demi-douzaine d'exemples à travers les charges n° 9 à n° 14 du « Memorial de cargos » du jugement de résidence. AGI, Escribanía de Cámara, 223B, ff. 17r. sq. édité par Hanke: *Los virreyes...*, pp. 221-222.
- ⁴⁰ En 1641, l'évêque Palafox y Mendoza parle de 300 à 500 pesos de salaire annuel. AGI, México, 600, lettre du 24 juin 1641.
- ⁴¹ « Memorial de cargos », charges n° 41 à n° 53, dans Hanke : *Los virreyes...*, pp. 237-242. De nombreux exemples dans la déposition de l'évêque de Puebla, AGI, Escribanía de Cámara, 223C, ff. 57v.-60v.
- ⁴² « Memorial de cargos », charges n° 20, 55, 66, 68 et 105 dans Hanke: *Los virreyes...*, pp. 225, 243, 248 et 264. Voir aussi AGI, Escribanía de Cámara, 223C, f. 532r., Guijo: *Diario...*, pp. 162-163.
- ⁴³ Charge n° 17 dans Hanke, *Los virreyes...*, pp. 223-224. Voir aussi AGI, Escribanía de Cámara, 224B, pièce 14.
- ⁴⁴ Voir carte. Ce document a été réalisé à partir du chef d'accusation n° 34 du « Memorial de cargos » ... Voir Hanke: *Los virreyes...*, pp. 232-233 mais aussi AGI, Escribanía de Cámara, 220B, ff. 258v.-262v. et José Miguel Romero de Solís: *Clérigos, encomenderos, mercaderes y arrieros en Colima de la Nueva España (1523-1600)*, Colima-Zamora (Mich.), Archivo Histórico Municipal de Colima-Universidad de Colima-El Colegio de Michoacán, 2008, pp. 252-257.
- ⁴⁵ Ce mécanisme est bien connu. Voir, en langue française, le clair exposé de Anne-Marie Brenot: *Pouvoir et profits au Pérou colonial au XVIIIe siècle*, Paris, L'Harmattan, 1989.

⁴⁶ Ces deux caisses furent respectivement créées en 1665 et 1667. Michel Bertrand: *Grandeur et misère de l'office. Les officiers de finances de Nouvelle-Espagne (XVIIe-XVIIIe siècles)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 51.

⁴⁷ Voir en particulier “Ynformación hecha por el Señor licenciado don Gines Morote Blasquez Davila...” AGI, México, 266, exp. 4.

⁴⁸ Chef d'accusation n° 7 du « Memorial de cargos » ... Voir Hanke: *Los virreyes...*, pp. 219-220.

⁴⁹ AGI, México, 376, r. 1, pièce 11-2, f. 1r.

⁵⁰ Pour une tentative de quantification à partir d'archives familiales, voir Alfredo Moreno Cebrián et Nuria Sala i Vila: *El premio de ser virrey. Los intereses públicos y privados del gobierno virreinal en el Perú de Felipe V*, Madrid, CSIC, 2004.

⁵¹ «Memorial de los criados y allegados que pasaron conmigo a la Nueva España», dans AGI, Escribanía de Cámara, 224^a, r. 24, pièce 40. Mais il était cent (très exactement) au départ, auxquels s'ajoutaient vingt-et-un conjoints. AGI, Contratación, 5432, n. 2, r. 16, ff. 1r.-2v.

⁵² On retrouve Joseph de Ugarte et Francisco García parmi les exécuteurs testamentaires que désigne Juan de Leyva en 1677. Gavino Fariña figure en bonne place parmi les bénéficiaires de ses largesses. Archivo General de Simancas (dorénavant AGS), Contaduría de Mercedes, 1246.

⁵³ «Memorial de los criados...»

⁵⁴ Louisa S. Hoberman: *Mexico's merchant elite, 1590-1660; Silver, state and society*, Durham et London, Duke University Press, 1991, pp. 67 et 180 ; Hanke: *Los virreyes...*, pp. 202, 220 et 233.

⁵⁵ Hanke: *Los virreyes...*, pp. 232 et 241; Guijo: *Diario...*, p. 200.

⁵⁶ Guijo: *Diario...*, p. 225.

⁵⁷ AGI, Pasajeros, l.L.12, E. 1317 ; Guijo: *Diario...*, pp. 158 et 170; Hanke: *Los virreyes...*, p. 81.

⁵⁸ Guijo: *Diario...*, p. 170.

⁵⁹ Sur le procès contre Aramburu, voir AGI, México, 37 (nombreuses pièces) ; sur Montemayor y Cuenca, AGI, Mexico, 6, r. 1 (consulta du 24 avril 1661).

⁶⁰ Guijo: *Diario...*, p. 238; Hanke: *Los virreyes...*, pp. 220, 253 et 271-273.

⁶¹ Voir les sentences du Conseil des Indes prononcées au terme des jugements de résidence du marquis de Cadereyta (1648), du comte d'Alba de Liste (1654), du duc d'Albuquerque (1665) ou encore du marquis de Mancera (1676) dans Hanke: *Los virreyes...*, vol. 4 et 5, *passim*.

⁶² Le duc d'Albuquerque fut victime d'une tentative d'assassinat. Pour une introduction rapide au gouvernement du duc d'Albuquerque, voir Rubio Mañé, *El virreinato...*, vol. 2, pp. 29-37.

⁶³ Hanke: *Los virreyes...*, p. 179.

⁶⁴ Sur la plainte de Francisco Díaz de Aux y Armendariz, corregidor de Tlapa y Olinalá, 18 juillet 1662 qui se vit désigner un successeur (naturellement pressé) deux mois à peine après sa propre nomination. Voir AGI, México, 1120.

⁶⁵ Seule la suite de son cousin et prédécesseur immédiat, le duc d'Albuquerque (98 personnes), approche la taille de la sienne. Un calcul fait sur 16 maisonnées vice-royales du XVII^e siècle fait apparaître une taille moyenne comprise entre 76 et 77 personnes. Ces calculs ont été fait à partir des registres d'embarquements des passagers à Séville.

⁶⁶ Le marquis de Villena gouverna de 1640 à 1642, le comte de Salvatierra, de 1642 à 1648. Nous n'avons pu retrouver la liste des personnes qui s'embarquèrent avec Alba de Liste (1650-1653).

⁶⁷ «Relación del marqués de Mancera (22 octobre 1673)», dans Hanke: *Los virreyes...*, vol. 5, p. 13.

⁶⁸ Lettres du 10 mai 1658, du 20 août 1664 et du 26 novembre 1667, dans Enriqueta Vila Vilar y M^a Justina Sarabia Viejo (ed. e int.): *Cartas de Cabildos hispanoamericanos. Audiencia de México (siglos XVI y XVII)*, vol. 1, Sevilla, CSIC-EEHA-Diputación Provincial de Sevilla, 1985, pp. 155, 159 et 161.

⁶⁹ Eduardo Chamorro: *Felipe IV*, Madrid, Planeta, 1998, p. 181.

⁷⁰ José Andrés-Gallego (ed.): *Historia general de España y América*, vol. 8 : *La crisis de la hegemonía española (siglo XVII)*, Madrid, Rialp, 1986, p. 485.

⁷¹ Guijo: *Diario...*, p. 146.

⁷² *Ibidem*, vol. 1, p. 224 et vol. 2, pp. 88-89.

⁷³ *Ibidem*, vol. 2, p. 89.

⁷⁴ Voir généalogie en annexe.

⁷⁵ P. Núñez de Salcedo (ed.): «Relación de los títulos que hay en España, sus rentas, solares, linajes etc. (ms n° 57 de la Bibliothèque de l'Escorial)», *Boletín de la Real Academia de Historia*, t. 73-1, Madrid, juillet 1918, pp. 468-491.

⁷⁶ BNE, Fondo Reservado, ms n° 4163, ff. 116r.-134r.

⁷⁷ Par sa grand-mère paternelle, elle était aussi l'arrière petite-fille d'un ancien vice-roi de México, le comte de la Coruña (1580-1583). Voir Luis Salazar y Castro: *Árboles de costados de gran parte de las primeras casas de estos reynos cuyos dueños vivían en el año de 1683*, Madrid, A. Cruzado, 1795, p. 91.

⁷⁸ Guijo: *Diario...*, vol. 2, p. 138.

⁷⁹ *Ibidem*, pp. 145-146, 171, 223 et 226.

⁸⁰ F. González de Cossío (ed.): *Gacetas de México*, vol. 2, México, SEP, 1950, p. 293.

⁸¹ Antonio Ramón Peña Izquierdo: *La casa de Palma. La familia Portocarrero en el gobierno de la monarquía hispánica (1665-1700)*, Córdoba, Universidad de Córdoba-Caja Sur, 2004, p. 174 et Rubio Mañé: *El virreinato...*, vol. 1, p. 253.

⁸² Duque de Maura, *Vida y reinado de Carlos II*, Madrid, Espasa Calpe, 1942, vol. 2, pp. 21, 53 et 99, vol. 3, p. 27.

⁸³ AGS, Contaduría de Mercedes, 1246, dossier n° 3 et Charles JAGO, “La crisis de la aristocracia en la Castilla del siglo XVII”, dans John Elliott *et alii*: *Poder y sociedad en la España de los Austrias*, Barcelona, Crítica, 1982, p. 257.

⁸⁴ Duque de Maura: *Vida y reinado...*, vol. 3, pp. 27-28.